



SOMMAIRE

Conjoncture

- Le marché du travail révèle des signes de ralentissement
- Le *Beige Book* de la Fed réaffirme des signes d'essoufflement de l'économie américaine

Services financiers

- La Maison-Blanche publie un rapport sur les enjeux énergétiques et climatiques des crypto-actifs
- La Fed présente ses priorités en matière de régulation financière
- Les banques américaines publient des résultats en baisse au 2ème trimestre 2022

Brèves

CONJONCTURE

Le marché du travail révèle des signes de ralentissement

Le [rapport](#) mensuel du *Bureau of Labor Statistics* (BLS) sur la situation de l'emploi publié le 2 septembre fait état de 315 000 créations nettes d'emplois en août (contre 526 000 en juillet après révision), en ligne avec les attentes du marché (300 000). Les emplois créés sont concentrés dans les services professionnels et aux entreprises (+68 000), les soins de santé (+48 000) et le commerce de détail (+44 000).

Le taux de chômage enregistre sa première hausse depuis janvier et s'établit à 3,7 % (+0,2 points), soit 0,2 points au-dessus de son niveau de février 2020. Le taux d'emploi remonte à 60,1 % (après 60,0 %), et le taux d'activité a progressé de +0,3 points, à 62,4 %, inférieur de 1,0 point par rapport à février 2020.

Selon la [publication](#) JOLTS du 30 août, le nombre d'ouvertures de postes vacants s'est établi à 11,2 millions en juillet, contre un niveau révisé à 11,0 millions pour le mois précédent. Cette hausse est tirée par les secteurs du transport, de l'entreposage et des services d'utilité publique (+81 000), les loisirs (+53 000), l'administration fédérale (+47 000) et l'éducation dans les administrations d'État et locales (+42 000).

Le *Beige Book* de la Fed réaffirme des signes d'essoufflement de l'économie américaine

Le *Beige Book* [publié](#) le 7 septembre, qui présente l'évolution de la situation économique dans les 12 districts des Fed régionales, indique que l'activité économique est restée dans son ensemble inchangée depuis début juillet, cinq districts faisant état d'une croissance légère à modeste de l'activité et cinq autres d'un ralentissement léger à modeste.

Dans l'ensemble, les conditions du marché du travail sont restées tendues, bien que la majorité des districts soulignent une amélioration de la disponibilité de la main-d'œuvre, en particulier dans les secteurs manufacturiers, la construction et les services financiers. Dans l'ensemble des districts, les employeurs ont noté une amélioration de la rétention des travailleurs. Concernant les salaires, tous les districts notent une augmentation pour compenser les coûts liés à l'inflation, bien qu'un ralentissement du rythme d'augmentation et une modération des attentes salariales soient observés.

Concernant l'inflation, neuf districts signalent une modération de la croissance des prix, avec une baisse des prix de l'énergie et des produits de base ayant atténué les pressions sur les coûts. Cependant, des augmentations substantielles de prix continuent d'être signalées dans

tous les districts, en particulier pour les secteurs de l'alimentation, des loyers, des services publics et des services d'accueil. La plupart des districts s'attendent à ce

que les pressions sur les prix persistent au moins jusqu'à la fin de l'année.

SERVICES FINANCIERS

La Maison-Blanche publie un rapport sur les enjeux énergétiques et climatiques des crypto-actifs

Le bureau des sciences et des technologies (*Office of Science and Technology* - OSTP) de la Maison-Blanche a [publié](#) le 8 septembre un rapport consacré aux impacts énergétiques et climatiques du développement des crypto-actifs.

Publié en application du [décret](#) présidentiel de mars 2022 sur les crypto-actifs, ce rapport mentionne d'abord la consommation d'énergie massive liée aux crypto-actifs. Environ un tiers des opérations mondiales liées aux crypto-actifs seraient localisées aux États-Unis (dont 38 % des activités de minage de Bitcoin), où les crypto-actifs représenteraient entre 0,9 % et 1,7 % de la consommation d'électricité, une proportion comparable à l'éclairage résidentiel ou au parc des ordinateurs personnels. À cet égard, l'OSTP pointe en particulier les crypto-actifs reposant sur un consensus de validation par preuve de travail (*proof of work*), tels que le Bitcoin.

Le rapport souligne les impacts climatiques et environnementaux de cette consommation électrique. Aux États-Unis, les crypto-actifs seraient à l'origine de 25 à 50 millions de tonnes d'émissions de CO2 par an, soit entre 0,4 et 0,8 % des émissions annuelles de gaz à effet de serre. Le rapport évoque aussi d'autres externalités du secteur : pollution de l'air, déchets électroniques, nuisances sonores, etc. L'OSTP estime que le développement des crypto-actifs pourrait remettre en cause la poursuite des objectifs de transition climatique des États-Unis.

Le rapport recommande par conséquent à plusieurs agences fédérales, dont l'agence de protection de l'environnement (EPA) et le département de l'énergie (DoE), d'engager des consultations pour définir des normes de performance environnementales pour le secteur des crypto-actifs, afin de limiter les émissions de gaz à effets de serre. En cas d'inefficacité de ce processus, l'OSTP recommande au Congrès d'encadrer ou d'interdire par la loi les procédures de minages de crypto-actifs à forte intensité énergétique. Le rapport recommande également

au DoE d'évaluer les impacts des opérations de minage de crypto-actifs sur les installations électriques des différents territoires. Le rapport préconise enfin de favoriser une plus grande transparence des consommations électriques et des émissions de gaz à effet de serre de la part des entreprises du secteur des crypto-actifs.

Enfin, le rapport évoque les bénéfices potentiels des *blockchains* dans la lutte contre le changement climatique, en soulignant par exemple l'utilisation de celles-ci pour le suivi des marchés de crédits carbone.

La Fed présente ses priorités en matière de régulation financière

Michael Barr, dont la nomination comme vice-président de la Fed chargé de la supervision a été confirmée par le Sénat fin juillet, a prononcé le 7 septembre un [discours](#) exposant ses priorités.

M. Barr a d'abord mentionné les travaux menés par la Fed pour évaluer l'adéquation des fonds propres des banques. Selon ces analyses, la Fed pourrait proposer dans les mois à venir des ajustements des tests de résistance (*stress-test*), du ratio de levier supplémentaire (*supplementary leverage ratio*) et du coussin de fonds propres contracyclique (*countercyclical capital buffer*). M. Barr a également rappelé l'engagement de la Fed à transposer les règles de Bâle III finalisées aux États-Unis et annoncé des précisions à venir sur ce sujet dans le courant de l'automne. Il a aussi mentionné des réflexions en cours sur la résolution des banques, en particulier pour celles qui ne sont pas déjà soumises aux obligations applicables aux banques d'importance systémique mondiale (GSIB).

M. Barr a également évoqué des réflexions sur une évolution du cadre d'évaluation des fusions bancaires, avec l'objectif de mieux prendre en compte les risques pour la stabilité financière et pour l'accès aux services bancaires des territoires et des populations.

S'agissant des crypto-actifs, M. Barr a appelé le Congrès à légiférer au plus vite pour encadrer les *stablecoins* et évoqué des travaux menés par les régulateurs pour évaluer les risques des activités liées aux crypto-actifs des banques.

Enfin, M. Barr a annoncé le lancement, en 2023, d'un exercice d'analyse de scénarios visant à évaluer l'exposition des plus grandes banques aux risques liés au changement climatique.

Les banques américaines publient des résultats en baisse au 2^{ème} trimestre 2022

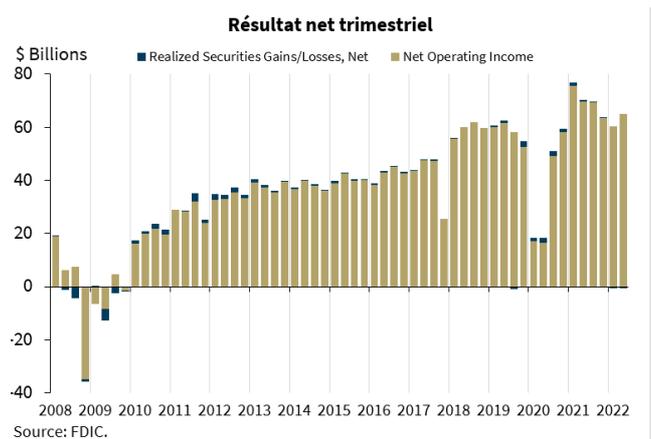
La *Federal Deposit Insurance Corporation* (FDIC), agence chargée de la garantie des dépôts, a [publié](#) le 8 septembre les résultats agrégés des banques américaines pour le 2^{ème} trimestre 2022.

Le résultat net agrégé atteint 64 Md USD au T2 2022, en baisse de 8,5 % en glissement annuel (par rapport au T2 2021), principalement en raison d'une augmentation des provisions pour pertes de crédit. Le résultat net est néanmoins en hausse de 7,8 % par rapport au trimestre précédent (T1 2022), principalement grâce à la croissance de la marge nette d'intérêt.

La marge nette d'intérêt agrégée du trimestre atteint 2,8 %, soit + 26 points de base par rapport au T1 2022. Il s'agit de la plus forte augmentation trimestrielle

enregistrée depuis 2010. Pour le T2 2022, les banques présentent un rendement des actifs (ROA) agrégé de 1,08 %, en baisse de 16 points de base par rapport au T2 2021.

S'agissant des risques, les encours de prêts impayés depuis plus de 90 jours reculent de 20 % par rapport au T2 2021, mais les encours de prêts en impayé précoce (entre 30 et 90 jours) augmentent de 25 % sur la même période.



BREVES

- La commission des affaires bancaires du Sénat a tenu le 8 septembre une [audition](#) consacrée aux enjeux du secteur de l'assurance. Les représentants du *Federal Insurance Office* (direction des assurances du *Treasury*) et de la *National Association of Insurance Commissioners* (association des régulateurs assurantiers des États fédérés) ont présenté leurs priorités, couvrant notamment l'évaluation des risques climatiques, l'assurance cyber et la poursuite des discussions internationales sur les exigences de fonds propres. Le président démocrate Sherrod Brown et plusieurs élus démocrates ont souligné leur préoccupation à l'égard du poids croissant du *private equity* dans le secteur, à la suite de l'acquisition de plusieurs entreprises d'assurance vie et retraite par des groupes de *private equity*. Plusieurs élus républicains ont fait part de leur opposition vis-à-vis des principes prudents promus par l'*International Association of Insurance Supervisors* (IAIS), qu'ils estiment inadaptes au secteur assurantier américain.
- Gary Gensler, président de la *Securities and Exchange Commission* (SEC), le régulateur des marchés financiers, a prononcé le 8 septembre un [discours](#) consacré aux crypto-actifs. Il a affirmé que la majorité des crypto-actifs en circulation relevaient de la

catégorie des titres financiers (*securities*) au regard des critères définis par la jurisprudence de la Cour suprême, et que ces crypto-actifs – et les intermédiaires qui interviennent sur ces marchés – devaient par conséquent solliciter un enregistrement auprès de la SEC. Il souligne également que certaines plateformes proposent des services qui sont normalement séparés dans la finance traditionnelle (courtage, bourses, conservation, etc.). Il a indiqué avoir demandé aux services de la SEC de réfléchir à des évolutions sur ce point.

- L'Assemblée de Californie a [adopté](#) le 30 août une proposition de loi, déjà votée par le Sénat, qui vise à réguler les crypto-actifs dans cet État. Ce texte est en partie inspiré du régime en vigueur dans l'État de New York (*BitLicense*). Sous réserve de sa promulgation par le gouverneur de Californie, la loi imposera, à compter de 2025, aux sociétés spécialisées dans les crypto-actifs et notamment aux places de marché, d'obtenir un agrément auprès des autorités locales. La loi prévoit également un encadrement particulier pour les stablecoins (règles d'émission et de gestion des réserves).

- Paul Munter, directeur de la comptabilité et de l'audit de la SEC, a [alerté](#) le 6 septembre les cabinets d'audit américains sur les risques liés aux sociétés chinoises cotées aux États-Unis. Il attire leur attention sur leur responsabilité d'accéder à l'ensemble des informations requises pour exercer leurs missions d'audit.
- Les sénateurs Chris Van Hollen (D-Maryland) et Rick Scott (R-Floride) ont [annoncé](#) le 1^{er} septembre le dépôt d'une proposition de loi visant à protéger les investisseurs américains contre les risques liés aux sociétés chinoises cotées aux États-Unis par l'intermédiaires de *Variable Interest Entities* (VIE), des sociétés créées spécialement à cet effet.
- Selon le rapport du *Bureau of Economic Analysis* [publié](#) le 7 septembre, le déficit commercial américain s'est réduit en juillet pour atteindre 70,6 Md USD (-12,6 %). Les exportations de biens et services ont légèrement augmenté de 0,2 % pour atteindre 259 Md USD, tandis que les importations ont diminué de 2,9 % pour atteindre 330 Md USD.
- Lors de la [conférence](#) monétaire annuelle du Cato Institute, Jerome Powell, président de la Fed, a réitéré que la lutte contre l'inflation était la priorité de la Fed, afin d'éviter qu'elle ne s'ancre dans l'esprit des consommateurs, ce qui rendrait encore plus coûteux le retour à la stabilité des prix.
- Selon la presse, BlackRock a [transmis](#) le 7 septembre une réponse aux ministres de la justice (*Attorneys General*) de 19 États à majorité républicaine qui avaient [interrogé](#) le gestionnaire d'actifs sur sa politique de finance durable. BlackRock justifie son utilisation de critères extra-financiers et réfute les accusations selon lesquelles il boycotterait les industries du secteur énergétique.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique pour les États-Unis
Rédacteurs : Dominique Chaubon, Philippine Hubert de Fraisse, Galina Natchev
Revu par : Cédric Garcin
Pour s'abonner : afws@dgtresor.gouv.fr
Crédits photo : @Pexels